RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GROUPES INTERPARLEMENTAIRES D'AMITIÉ ET GROUPES D'INFORMATION INTERNATIONALE





LES HAZARAS D'AFGHANISTAN: QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2001?

Compte rendu du colloque organisé par le groupe interparlementaire d'amitié France-Afghanistan

29 septembre 2016

Le colloque organisé sous le parrainage de M. Jean-Louis Tourenne, Président du groupe d'amitié France-Afghanistan, et de M. Tahir Shaaran, Président du Conseil mondial des Hazaras, « Les Hazaras d'Afghanistan : quelles évolutions depuis 2001 ? » a réuni une centaine de personnes au Palais du Luxembourg, le 29 septembre 2016.

Les Hazaras forment la troisième ethnie d'Afghanistan, mais vivent également en Iran et au Pakistan. Ce colloque a été l'occasion d'analyser la situation de cette communauté peu connue en France qui a subi de nombreuses persécutions au cours de son histoire, en raison de l'apparence physique asiatique de ses membres et appartenance religieuse (chiite sur un territoire sunnite). En Afghanistan, la majeure partie des huit millions d'Hazaras vit dans la région du Hazarajât, zone montagneuse enclavée en plein centre du pays.



Carte de l'Afghanistan situant le Hazarajat

Dans son allocution d'ouverture, M. Jean-Louis Tourenne a rappelé qu'un traité d'amitié et de coopération a été signé entre la France et l'Afghanistan en 2012 et que ce colloque s'inscrivait dans la continuité de ce traité. M. Jean-Louis Tourenne a salué l'implication de la communauté hazara dans développement de l'Afghanistan, et ce malgré les difficultés sécuritaires, économiques et sociales : « Les réalisations et l'évolution de la communauté hazara montrent que la situation n'est pas désespérée. »



Ouverture du colloque par le Président Jean-Louis Tourenne

Pour sa part, M. Tahir Shaaran a qualifié ce colloque de « grande occasion » de faire entendre les revendications des Hazaras et de faire valoir leurs droits. Il a insisté sur les

récentes violences infligées aux Hazaras par les Talibans, Daech ou encore Al-Qaïda. Selon lui, la démocratie est l'unique solution afin d'instaurer la stabilité et l'égalité en Afghanistan. À l'image de l'ensemble des Hazaras, il espère le soutien de la communauté internationale, et notamment de la France. Il a conclu son intervention en demandant à la France de « prendre des mesures pour reconnaitre le génocide des Hazaras qui a eu lieu à la fin du 19^e siècle en Afghanistan, où 62 % de la population Hazara a été brutalement exterminée. »

L'histoire des Hazaras en cinq dates

1893 : l'Émir de Kaboul Abdur Rahman Khan réintègre le Hazarajat, jusqu'alors autonome, à l'Afghanistan. Les soulèvements des Hazaras sont un prétexte pour les priver de leurs droits et les réprimer.

1979: l'instauration d'un gouvernement communiste donne l'occasion aux Hazaras de s'unir et de faire entendre leurs revendications.

1996: l'arrivée des Talibans au pouvoir met un terme à l'élan démocratique porté par les Hazaras. Les affrontements sont nombreux et les Hazaras ont à nouveau à subir des discriminations.

2001 : la chute du régime des Talibans permet aux Hazaras de s'exprimer à nouveau librement. Ils sont désormais pleinement partie prenante du gouvernement d'Hamid Karzai.

2014 : le retrait d'Afghanistan de la coalition internationale a rendu plus précaire la situation des Hazaras. Ils sont particulièrement touchés par les attaques et les enlèvements perpétrés par Daech.

Le colloque a accueilli de nombreux spécialistes de l'Afghanistan qui ont débattu de deux grands thèmes: la lutte civile et démocratique des Hazaras et les défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui. La première table ronde a réuni autour de M. Jean-Louis Tourenne, président du groupe France-Afghanistan: Pakzad, chercheur à l'IRIS, Mme Marie-Pierre Caley, co-fondatrice et directrice générale d'ACTED, M. Akram Guizabi, président de HOPE (Hazara Organization for Peace and Mme Fakhera Equality) et Moussavi. doctorante et experte sur le mouvement des femmes en Afghanistan.

La seconde table ronde a réuni autour de M. Jean-Pierre Perrin, journaliste et écrivain, MM. Jean-Michel Marlaud, conseiller diplomatique du gouvernement et ancien Ambassadeur de France à Kaboul, Enayatullah Qasemi, ancien ministre des Transports d'Afghanistan, Bernard Dupaigne, ethnologue et spécialiste de l'Afghanistan et Islaim Javid, diplomate et expert en Droits de l'Homme.

I. Les avancées : la lutte civile et démocratique en Afghanistan

La première table ronde était consacrée aux efforts des Hazaras dans la lutte pour la démocratie. M. Karim Pakzad, chercheur à l'IRIS, a souligné les progrès réalisés depuis 2001 en Afghanistan dans divers domaines. Que ce soit dans les champs culturel, social ou politique, de nombreux progrès viennent, selon lui, de l'impulsion de personnalités d'origine hazara. Il a notamment insisté sur leur place dans l'administration : celles ayant reçu une éducation à l'étranger occupent souvent des à responsabilités. Toutefois, présence en politique des Hazaras reste limitée car la communauté est divisée. Leur niveau d'études ne les protège pas non plus du chômage qui touche massivement les jeunes Afghans, du fait de l'incapacité du pays à créer de l'emploi. Enfin, outre leurs revendications, les Hazaras ne semblent pas avoir de stratégie à long terme. Ainsi, si les Hazaras ont contribué à améliorer leur condition, il y a encore des progrès à réaliser.



Première table ronde (de gauche à droite) : M. Guizabi, Mme Moussavi, Mme Caley, M. Pakzad

Concernant la condition des femmes, les Hazaras se distinguent du reste du pays en intégrant les femmes dans la société. Mme Fakhera Moussavi, doctorante et experte sur les mouvements des femmes en Afghanistan, a expliqué que ce progrès a été porté par les femmes hazaras ayant émigré, notamment en Iran.

Celles-ci ont pu faire des études et se sont mobilisées pour les droits des femmes. Aujourd'hui, la société civile de Kaboul est animée par de nombreuses femmes hazaras qui se distinguent dans les secteurs de la santé, de l'économie, des sports, de la musique...

S'étant rendue à plusieurs reprises en Afghanistan, Mme Marie-Pierre Caley, cofondatrice et directrice générale d'ACTED, a livré son témoignage sur l'évolution du pays au cours des 15 dernières années. Elle est revenue sur la controverse autour de la construction d'une ligne à haute tension dont le tracé, modifié unilatéralement, ignorerait le Hazarajat, qualifiant les manifestations contre ce projet « d'impressionnantes ».

Elle a insisté sur l'importance et le dynamisme de la communauté hazara à Kaboul et dans d'autres zones urbaines, en particulier dans l'administration et dans les médias. Elle a souligné la vitalité économique de la communauté. Les micro-crédits qui sont accordés à ses membres ont augmenté de 20 points en trois ans, et ce malgré une « croissance atone ». Cela est le signe d'une volonté réelle de dynamiser le pays. Les Hazaras sont donc un moteur du développement de l'Afghanistan.

M. Akram Guizabi a souligné les obstacles auxquels les Hazaras sont confrontés. Les Hazaras font l'objet de « discrimination » de la part du gouvernement afghan, ce qui les empêche d'améliorer leur condition. Au cours des décennies de violations de leurs droits. « le Hazarajât, la partie centrale du pays où la plupart des Hazaras vivent, est devenu un grand camp de regroupement où de moins en moins de projets de développement sont alloués. Y voyager est une expérience qui met en danger la vie de ceux qui s'y risquent. » À cela s'ajoutent les difficultés liées au climat de la région : le Hazarajât est une région montagneuse peu dotée en infrastructures et en transports. Malgré un sol riche en ressources naturelles, les Hazaras n'en profitent pas car aucun projet d'extraction n'est mis en place.

M. Jean-Pierre Perrin, journaliste et écrivain, a nuancé cette description : le Hazarajât a de nombreuses écoles et les habitants utilisent de plus en plus l'énergie solaire. De plus, les Hazaras ont su tirer avantage de leur « autonomie » en s'installant progressivement dans une certaine indifférence du gouvernement de Kaboul. Mais ils doivent encore faire face à de nombreux défis.

II. Les divers défis des Hazaras et la perspective de stabilité démocratique en Afghanistan

La seconde table ronde portait sur les défis que la communauté hazara doit relever. M. Jean-Michel Marlaud, ancien ambassadeur de France à Kaboul, a fait part de son analyse suite à son expérience en Afghanistan, soulignant les chantiers qui doivent encore être menés à bien :

- **sécuritaire** : depuis 2014, les Hazaras sont la cible d'enlèvements, de décapitations et d'attentats ;
- politique: les Hazaras sont très actifs dans la remise en cause du gouvernement et du système politique dans son ensemble. Bien que les résultats soient mineurs, ils ont instauré une nouvelle forme d'action politique en Afghanistan, la manifestation pacifique;
- économique : aux conditions climatiques difficiles en Hazarajât, s'ajoute l'absence ou la faiblesse de l'aide publique au développement dans la région. En effet, les régions pacifiques ont longtemps été délaissées au profit de régions instables afin de limiter les risques de rébellion :
- social : le brain drain (fuite des cerveaux) touche particulièrement les Hazaras. En effet, face aux persécutions dont ils sont victimes, les jeunes diplômés Hazaras fuient le pays et viennent pour beaucoup se réfugier en Europe. Cela est un obstacle de plus au développement du Hazarajât et à l'amélioration des conditions de vie.



Seconde table ronde (de gauche à droite) : MM. Javid, Dupaigne, Qasemi, Malaud et Perrin

M. Bernard Dupaigne, ethnologue et spécialiste de l'Afghanistan, a apporté une perspective historique au débat. Après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, la communauté hazara a vu sa situation s'améliorer, le Hazarajât n'ayant pas été attaqué.

Les Hazaras ont eu un accès plus large à l'éducation; le mouvement a été massif car c'était alors le seul moyen pour prospérer. Dans les années 1980, le Premier ministre était hazara. Cependant, le régime des Talibans, Al-Qaïda et aujourd'hui Daech, ont mis un terme à cette ère de progrès. L'objectif des Hazaras est désormais de retrouver leur place dans la société, de manière durable.

Selon M. Enayatullah Qasemi, ancien ministre des Transports d'Afghanistan, le principal défi du pays est la recherche de sa stabilité. Pour y parvenir, deux éléments sont essentiels : le soutien et l'engagement continu de la communauté internationale, et la préservation de l'unité nationale.

Cependant, l'unité du pays est sans cesse menacée par des facteurs externes. Tout d'abord, certains rivaux régionaux utilisent l'Afghanistan comme un terrain pour y mener des combats par procuration, ce qui accroît les divisions ethniques.

Ensuite, le gouvernement accentue ces tensions dans la gestion de l'aide financière qui est versée aux différentes communautés.

Enfin, la communauté internationale est peu ou mal informée sur la condition des Hazaras. Pour M. Enayatullah Qasemi, ce colloque est une opportunité de mieux faire connaître leur situation et promouvoir leur cause.

M. Ismail Javid a insisté sur la situation des Hazaras en Iran. Beaucoup ont trouvé refuge dans ce pays voisin mais n'ont pas eu la possibilité de déposer une demande d'asile. Ils sont alors contraints à combattre en Syrie. Il dénonce cette situation « contraire aux Droits de l'Homme ».

Ce colloque sur les Hazaras d'Afghanistan a donc été une occasion rare pour cette communauté de se faire connaître et entendre. Les Hazaras ont contribué et contribuent toujours au développement de l'Afghanistan. Cependant, leurs efforts seuls ne suffiront pas : une collaboration avec le gouvernement afghan et le soutien de la communauté internationale sont demandés par les dirigeants hazaras. M. Jean-Louis Tourenne, Président du groupe d'amitié France-Afghanistan, a réitéré la volonté du groupe de mieux faire connaître leur culture et leurs projets.

Composition du groupe d'amitié



M. Jean-Louis TOURENNE

Président du groupe d'amitié Sénateur d'Ille-et-Vilaine (Socialiste et républicain)



M. François FORTASSIN

Vice-président du groupe d'amitié Sénateur des Hautes-Pyrénées (RDSE)



M. Jacques GAUTIER

Vice-président du groupe d'amitié Sénateur des Hauts-de-Seine (Les Républicains)



Mme Sylvie GOY-CHAVENT

Membre du groupe d'amitié Sénatrice de l'Ain (UDI-UC)

Pour en savoir plus : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_648.html